



L'enseignement supérieur face à la massification : les enseignants sur le terrain tirent la sonnette d'alarme : la qualité est en péril .

2013/15

02 | 10 | 2013



Le prix de la massification

Ces 20 dernières années, les universités n'ont cessé de s'agrandir et le nombre d'étudiants a considérablement augmenté. La 'massification' de l'enseignement supérieur est un fait. La recherche mesurée par le volume des publications a aussi augmenté.

Toujours plus d'étudiants d'un côté et toujours plus de publications de l'autre. Mais y a-t-il des limites à cette croissance ? Les enseignants croulent-ils sous la pression combinée de l'enseignement et de la recherche ? Une carrière universitaire reste-t-elle encore toujours vecteur de libre examen et de créativité intellectuelle, ou devient-elle une machine servant à produire en masse des publications et des diplômes ? Un système de financement basé sur la quantité des publications, diplômes et doctorats, tient-il suffisamment compte de la qualité de la recherche et de l'enseignement ? Les pouvoirs publics veulent à la fois démocratiser toujours plus l'enseignement supérieur et promouvoir l'excellence, mais ces objectifs sont-ils vraiment conciliables ? Les universités reçoivent des moyens par étudiant débutant un cursus et par étudiant diplômé, mais les pouvoirs publics doivent-ils continuer à financer les étudiants en échec ? Les Communautés flamande et française se trouvent-elles face aux mêmes préoccupations ?

Le groupe de réflexion Itinera aborde ces questions en interrogeant les professeurs et les enseignants eux-mêmes. Nombre de diagnostics de l'état dans lequel se trouve

MARC DE VOS
Directeur Itinera Institute

JOLIEN GAY, CO-AUTEUR
Junior fellow Itinera Institute

l'enseignement supérieur sont en l'occurrence généralement posés par des administrations, pouvoirs publics et autres institutions internationales. Plutôt que de favoriser une évaluation top-down, nous avons choisi une approche bottom-up, et avons organisé une vaste enquête auprès de l'ensemble du corps enseignant.

L'enquête a été envoyée en juillet 2013 à plus de 5.000 universitaires et a été complétée par non moins de 1.300 personnes dont 75% dans les universités flamandes et 25% dans les universités francophones. Ce taux de réponse particulièrement élevé témoigne d'emblée d'une grande implication du secteur et suggère la présence de réelles inquiétudes. Le groupe de répondants est varié et se compose de chargés de cours, de professeurs, de chercheurs et de doctorants, actifs dans quasi toutes les universités belges. Notre enquête est en outre transversale et couvre donc toutes les disciplines.

Les constatations faites sur le terrain dans nos universités soulignent la nécessité d'une réflexion sur l'objectif, les moyens et l'organisation de notre enseignement supérieur.

La marchandisation et la bureaucratisation dominante

Une large majorité des universitaires interrogés s'inquiètent clairement de la dégradation du paysage universitaire, sous la pression de ce que les uns ressentent comme une « marchandisation » et les autres comme une « bureaucratisation » croissante des universités. Non moins de 77% des répondants indiquent en effet une bureaucratisation et une standardisation croissantes de la profession au sein de leurs universités respectives. Sur l'ensemble des personnes interrogées, 70% confirment que l'augmentation de la part de marché de leur université/faculté est un critère dominant. La course aux étudiants est le mot d'ordre.

Une grande majorité des professeurs/chargés de cours perçoivent dès lors la taille de l'institution, et non son niveau d'excellence, comme étant le principal moteur de l'organisation universitaire avec de plus en plus de règles et une gestion de plus en plus centralisée. Il est évident qu'un tel environnement est difficilement conciliable avec le vénérable idéal intellectuel de l'ancienne 'universitas', duquel nos universités sont censées être les porte-drapeaux.

Il existe cependant des nuances par université au niveau du diagnostic de base. Ainsi, 84% des universitaires de la VUB soulignent que l'augmentation de la part de marché de leur université devient un critère de plus en plus important. Pour la KUL et UGent, 'seulement' 68% des répondants sont de cet avis. Cette différence est également présente du côté francophone : 79% des universitaires travaillant à l'Université de Liège considèrent que le critère de l'augmentation de part de marché prend de plus en plus d'importance, contre 'seulement' 55% pour ceux qui travaillent à l'ULB. Ces nuances reflètent probablement la position générale des différentes universités dans le paysage belge. L'exigence de croissance pèse logiquement plus pour les universités de plus petite taille.

'To publish is to perish' : la quantité supplante la qualité ?

L'importante augmentation des publications scientifiques, combinée au nombre croissant d'étudiants et de doctorats d'une part, et à un excès de réglementation, de bureaucratie et d'immixtion d'autre part, accentue considérablement la pression mise sur les académiques. Et en cas de stagnation des effectifs, cette pression de travail deviendra rapidement excessive.

Si la vraie formule est bien 'publier ou périr', force est de constater que cette pression à la publication a des effets pervers. Quelque 88% des répondants confirment que le fait d'évaluer des professeurs/chargés de cours et de baser partiellement le financement des universités sur les publications réalisées, entraîne principalement une surenchère en termes de quantité, ce qui ne laisse que peu de temps ou de place à une recherche de qualité réellement innovante et étayée par une plus longue préparation.

C'est un constat préoccupant. Ce qui se veut qualitatif sur le plan universitaire est par ailleurs aussi relatif : cela dépend en l'occurrence d'une publication formelle dans certaines revues scientifiques répertoriées, dont la ligne éditoriale est souvent gouvernée par un club fermé d'initiés et dont les publications doivent respecter a priori certaines normes bien définies. En outre, les publications typiquement scientifiques dans des revues bien notées sont généralement très détaillées et techniques plutôt que généralisées et incitant à la réflexion. Elles servent donc parfois plus un petit groupe d'initiés que l'intérêt général.

Ce qui compte sur le plan social, c'est la capacité de nos universités à faire preuve de recherche innovante, une capacité mise à mal par la pression à la publication rapide et en quantité. Ce sont surtout les jeunes chercheurs, aux états de service encore limités et luttant pour les rares places disponibles au sein du cadre universitaire, qui sont entraînés de force dans cette surenchère des publications, alors qu'ils se trouvent précisément dans une phase de vie où leur capacité intellectuelle peut faire preuve d'une réelle originalité. Quelle autre conclusion en tirer que de constater que les universités sont bien moins en mesure qu'avant de contribuer au développement d'une recherche innovante dans les diverses disciplines ?

Les profs doivent rapporter de l'argent

Les répondants ont indiqué à la quasi unanimité (93%) que les professeurs sont soumis à une pression croissante pour générer eux-mêmes des moyens, par exemple en accompagnant plus de doctorats ou en attirant plus de projets à financement externe.

Cette évolution est très inquiétante et illustre avant tout le sous-financement des universités : s'il n'y avait pas un tel besoin de budget, la pression pour faire rentrer de l'argent serait

bien moindre. Elle atteste en outre d'une distorsion des tâches dans l'organisation de nos universités. Les professeurs/chargés de cours deviennent des vaches à lait, alors qu'ils devraient surtout pouvoir effectuer librement leur travail universitaire avec le budget mis à leur disposition. Le temps consacré à la gestion d'un projet et du budget, et le temps qui doit être consacré à la réalisation des projets auxquels ces budgets sont alloués, viennent irrémédiablement en concurrence avec le temps nécessaire aux tâches et missions essentielles d'un universitaire. Au final, la pression du financement réduit encore pour les universitaires la liberté et les opportunités de pratiquer l'essence même de la vie universitaire : se donner à fond et en toute liberté dans la recherche et l'enseignement.

Fraude à la recherche ou inflation de la recherche ?

Récemment, les médias se sont fait l'écho de plusieurs cas de fraude scientifique. Une situation qui a poussé les enquêteurs à questionner les professeurs sur leur avis personnel quant au risque de fraude dans leurs branches. Aujourd'hui, seulement 41% des universitaires flamands pensent qu'il n'y a pas plus de fraude qu'avant, un pourcentage qui monte à 60% en Communauté française.

Il est à noter qu'environ 30% des universitaires flamands disent ne pas vouloir/pouvoir s'exprimer à ce sujet, alors que les universitaires wallons ne sont que 10% à ne pas avoir d'avis sur la question.

Il est difficile pour une personne isolée de s'exprimer de façon formelle sur l'occurrence généralisée des cas de fraude. Mais la combinaison d'Internet et d'autres sources ouvertes d'une part, et la pression systématique et organisée pour produire des résultats d'études d'autre part, mènent inévitablement et indéniablement à un environnement qui encourage fortement une 'exploitation à outrance' et un 'recyclage' des résultats. Cette zone grise d'inflation créative des résultats de la recherche est probablement beaucoup plus étendue que la zone noire de la véritable fraude.

Trop de docteurs : nivellement et gaspillage

Avec un système de financement (en Communauté flamande) basé entre autres sur le nombre de doctorats délivrés, la compétition que les universités se livrent entre elles pour 'produire' le plus grand nombre possible de doctorants menace d'induire plusieurs effets néfastes.

Ainsi, 57% des répondants universitaires flamands estiment que la qualité des doctorats baisse sous la pression de la publication. Ce chiffre progresse de façon frappante jusqu'à

64% dans le groupe des sciences biomédicales (médecine, pharmacie, médecine vétérinaire, etc.), et n'est que de 53% pour les sciences humaines. Nous constatons également certaines nuances par rapport à l'âge des répondants : parmi ceux de moins de 35 ans (dont 62% préparent eux-mêmes un doctorat), 51% ont le sentiment que la qualité des doctorats baisse, contre 64% (près de 2/3) chez les universitaires de plus de 35 ans.

On peut donc dire que la partie du corps professoral la plus expérimentée et avec la vision la plus large affiche un avis clairement négatif sur la qualité de ce qui devrait constituer le cadre de recherche le plus important de nos universités. Un signal certes peu encourageant. L'augmentation du nombre de doctorats est en soi une bonne chose : elle stimule la connaissance scientifique et augmente les chances de percées scientifiques d'utilité sociétale et/ou économique. Mais à partir du moment où les doctorats deviennent un produit de masse dont la valeur intrinsèque est déclinante, ils manquent leur objectif et risquent à tout le moins d'être un beau gaspillage.

En outre, le nombre de doctorants diplômés augmente plus vite que le nombre de postes de recherche disponibles dans les universités. Cette situation induit une inflation et une bureaucratie de projets et de bourses, avec de jeunes doctorants qui s'efforcent avec l'énergie du désespoir de prolonger leur durée de vie universitaire. Les projets de recherche deviennent des plans de carrière plutôt que des leviers du progrès scientifique : une utilisation assurément peu efficace des moyens limités et des talents disponibles. Au final, de plus en plus de doctorants se retrouvent quand même sur le marché normal du travail. Ce n'est pas seulement un gaspillage de potentiel (les nombreuses années de recherche n'étant pas pleinement valorisées), c'est aussi une concurrence pour les autres diplômés universitaires. Près de 65% des universitaires flamands reconnaissent que le nombre croissant de doctorants qui se retrouvent sur le marché du travail constitue une menace pour la valeur des masters généraux. Ce qui alimente la spirale de la course au plus grand nombre de diplômes, mais sans réelle valeur ajoutée.

Enseignement universitaire pour tous ? Appel pressant pour plus de qualité et d'orientation

Non moins de 74% des universitaires donnant régulièrement cours en Belgique constatent que la qualité du flux entrant d'étudiants, évaluée par rapport aux compétences de base requises pour la formation universitaire au sein de laquelle ils enseignent, est en recul. Cette constatation du niveau réel des étudiants qui entrent dans nos universités est tout simplement alarmante.

Le personnel universitaire pousse dès lors un véritable cri d'alarme : la qualité des étudiants entrants est un gros problème. Commençons dans ce contexte par jeter un œil du côté de l'enseignement secondaire : il faut absolument plus de clarté sur le bagage réel dont

disposent les élèves à la sortie du secondaire, tant sur le plan des connaissances que des compétences. Il faut penser à renforcer les compétences qui sont essentielles à une pratique d'études de sciences et de sciences humaines au sens large.

D'autre part, les possibilités d'orientation au terme de l'enseignement secondaire manquent clairement d'efficacité. Le grand nombre d'étudiants inscrits en supérieur et qui échouent en est la preuve éclatante. Une sélection à l'entrée (par exemple un test d'orientation obligatoire, des examens d'entrée sélectifs ou des épreuves intermédiaires éliminatoires comme dans la formation d'ingénieur civil) peut faire en sorte qu'il soit plus tenu compte des compétences, des centres d'intérêt et de la motivation des étudiants dans le choix et l'entame de toutes les formations proposées par les universités ou les hautes écoles.

Quelle est encore la véritable valeur d'un diplôme universitaire ?

Il est à noter que dans les universités belges, 2/3 d'enseignants universitaires considère que dans sa formation universitaire respective, un sur cinq des étudiants diplômés ne méritent pas réellement leur diplôme. Itinera a dès lors demandé à ces enseignants quelles étaient les compétences ou connaissances qui selon eux faisaient défaut aux étudiants ne méritant pas leur diplôme. La grande majorité des enseignants universitaires évoquent un manque de faculté de réflexion analytique, critique et indépendante ; des lacunes au niveau des connaissances de base au début de leur formation et une mauvaise maîtrise de la langue maternelle sont également citées à de nombreuses reprises.

Plus fort encore, 72% des personnes interrogées en Communauté flamande s'inquiètent du haut degré de flexibilisation des programmes d'études, avec les systèmes de crédits, trajets personnels, passerelles, etc. : une évolution où la Flandre est en avance par rapport à la partie francophone du pays. Cette flexibilité fait en sorte qu'il est de plus en plus facile de décrocher un diplôme universitaire. Si des programmes d'études flexibles ne sont pas encore d'usage en Communauté française, 1 universitaire francophone sur 2 précise que la flexibilité croissante facilite grandement l'obtention d'un diplôme.

L'accent mis sur le taux de réussite influence également le comportement des enseignants universitaires en matière de notation : en Flandre, plus d'un enseignant universitaire sur quatre reconnaît avoir tendance à accorder plutôt une note de 10/20 aux étudiants qui se retrouvent dans la zone des 9/20, et ce pour maintenir un taux de réussite suffisamment élevé et/ou éviter des contestations d'examens. En Wallonie, plus d'un enseignant universitaire sur cinq admet être tenté par cette pratique. Un constat bien navrant !

Bien que les pouvoirs publics visent l'excellence pour notre enseignement, cet objectif risque de se perdre dans la course au financement : le plus grand nombre d'étudiants

et de diplômes possible, où le niveau de qualité des diplômes et des étudiants est moins déterminant. Dans ce contexte, il y a lieu de surveiller de très près la pratique des passerelles entre hautes écoles et masters universitaires. Le système de financement flamand fondé sur les flux d'étudiants entrants et sortants induit une lutte concurrentielle avec pour objectif le meilleur taux de réussite possible. Il faut étudier les conséquences de ce genre de trajet d'études, très largement pratiqué dans les universités flamandes.

Enfin, il apparaît que les personnes interrogées soient largement favorables à plus d'accompagnement et d'encouragement des étudiants talentueux.

Plus d'argent (n')est (pas) la solution ?

Si la dégradation de l'environnement universitaire préoccupe clairement les deux communautés, nous remarquons néanmoins certaines différences entre les Communautés française et flamande.

Ainsi, près de 80% des universitaires francophones considèrent que les pouvoirs publics libèrent trop peu d'argent pour l'enseignement supérieur. En Communauté flamande, ils sont 54% à partager cet avis, sauf à la VUB qui se distingue dans ce contexte et où 70% de ses universitaires estiment que les moyens prévus sont insuffisants.

Il est également à noter que les universitaires flamands exerçant dans les facultés biomédicales (médecine, pharmacie, médecine vétérinaire, etc.) s'inquiètent manifestement plus des moyens disponibles, avec 61% d'entre eux qui considèrent comme insuffisants les moyens publics libérés, contre 50% dans les facultés de sciences humaines. Du côté des facultés francophones homologues, ces chiffres sont respectivement de 80% et 74%.

Environ 1 universitaire francophone sur 3 se déclare même convaincu de ce que le taux élevé d'échec en première année est une preuve directe du manque de moyens disponibles pour accompagner correctement la masse croissante d'étudiants au fil de leur parcours. Ce raisonnement est beaucoup moins suivi en Communauté flamande, avec seulement 1 universitaire sur 10 qui y souscrit. En Flandre, les universitaires semblent plutôt partisans de la thèse du déclin de la qualité à l'entrée des étudiants.

Conclusions et recommandations

L'enseignement supérieur a connu ces dernières années de profonds remaniements : réformes des curricula pour des raisons d'harmonisation internationale (la fameuse réforme de Bologne), fusion et économie d'échelle avec l'intégration des hautes écoles dans les universités (en Flandre), augmentation considérable de la population estudiantine, etc.

Le principal constat au vu des réponses formulées par les experts de terrain que sont les professeurs et les chargés de cours, est qu'il existe une grande unanimité quant au diagnostic. Au niveau de l'enseignement, de la recherche, des projets et des doctorats, la balance pèse désormais beaucoup trop du côté de la quantité de diplômes délivrés, aux dépens de la qualité intrinsèque qui caractérise traditionnellement le travail universitaire libre. Les pouvoirs politiques et les directions universitaires ont accompagné l'ensemble d'une standardisation, d'un nivellement et d'une bureaucratisation, reléguant le personnel universitaire dans un rôle d'instrument de production de masse de diplômes et de recherches. L'espace nécessaire à un travail fondamental et novateur a été réduit au strict minimum. Le niveau des étudiants est pour partie problématique, et la qualité des diplômes délivrés est mise en péril.

Ces conclusions ne plairont probablement pas aux experts et autres bureaucrates en charge de l'enseignement. Un grand nombre des réformes adoptées s'inscrivaient fortement dans la logique d'une démocratisation de l'enseignement supérieur. À ce niveau, les évolutions en Belgique ne sont pas sensiblement différentes de celles que connaissent les autres pays européens. Même si nous avons le taux de participation à l'enseignement supérieur des 18-25ans le plus élevé d'Europe (40% contre 30 dans l'EU27). Mais quels que puissent être les avantages d'une telle évolution, la présente enquête a très clairement permis de faire ressortir son désavantage : la pression sur la qualité.

Tant au niveau politique plus large qu'au niveau des directions d'universités, de facultés et de hautes écoles, il convient d'entamer une réflexion fondamentale sur des mesures structurelles qui, sans remettre en question l'incalculable démocratisation de l'enseignement supérieur, doivent replacer la qualité au centre de la mission des universités. Il est plus que jamais essentiel dans ce contexte de laisser de la place à l'expression individuelle et personnelle, qui a toujours constitué le fondement et la grande valeur du biotope universitaire, accablé aujourd'hui par un grand nombre de règles et de normes uniformes et bureaucratiques. L'avenir du métier universitaire est en jeu. Compte tenu de la tension entre qualité et quantité, il importe de savoir jusqu'où ne pas aller trop loin dans la démocratisation.

Concrètement, les recommandations suivantes peuvent être intégrées dans la réflexion :

- Évaluer le personnel universitaire sur plusieurs dimensions, au sein desquelles la qualité de l'enseignement, l'originalité de la recherche, le profilage international et l'engagement sociétal reçoivent plus de poids. Ce n'est pas vraiment la mesure ni la classification des publications qui pose problème, car ces critères sont bel et bien nécessaires. Le problème

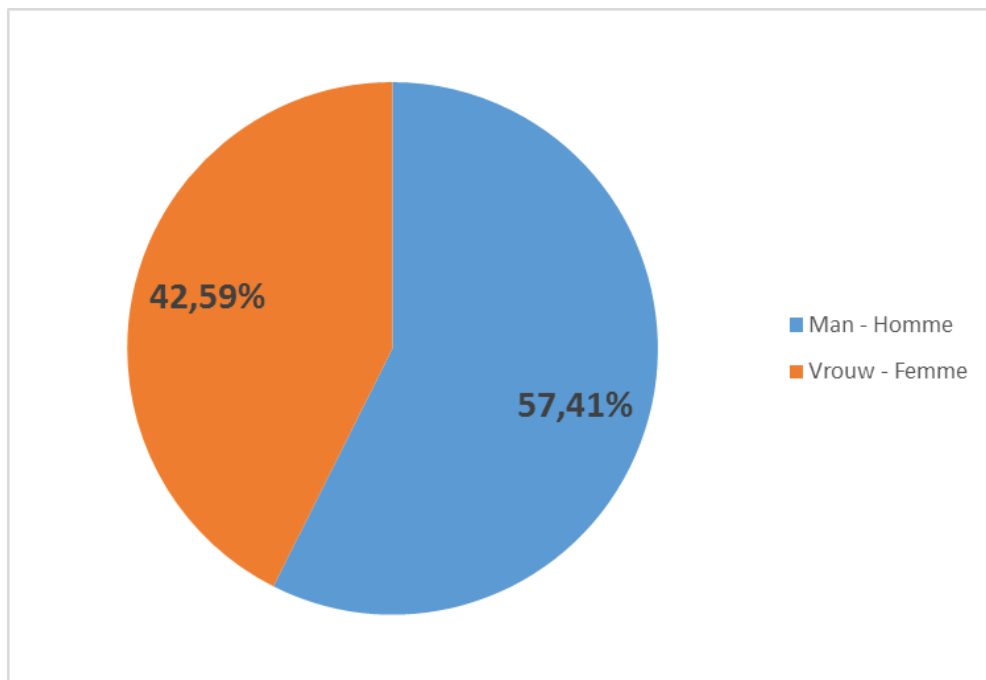
se situe principalement dans le réalignement de la valeur scientifique sur ces critères, car il empêche l'université d'encre encore promouvoir la diversité intellectuelle et sociétale.

- L'accent mis sur les flux entrants et sortants d'étudiants, les doctorats et les publications doit être nuancé. La qualité de l'enseignement et de la recherche doit être plus replacée au centre du débat et valorisée. Le modèle de financement, aujourd'hui trop axé sur la quantité, doit plus intégrer la qualité.
- Le financement de l'enseignement supérieur a exacerbé une concurrence stérile entre les (groupes de recherche des) différentes universités. Il faut des incitants supplémentaires pour encourager la collaboration interuniversitaire (y compris entre les deux communautés).
- Les pouvoirs publics doivent consacrer plus d'attention à l'analyse régulière, indépendante et impartiale des effets potentiels du cadre de financement de l'enseignement universitaire et de la valeur économique et sociétale des recherches effectuées et de l'enseignement prodigué. Mesurer c'est savoir.
- Il convient de développer de bons instruments de mesure permettant d'évaluer non seulement la qualité de recherche du Personnel Académique (PA), mais aussi la qualité de l'enseignement lui-même et d'éléments tels que l'internationalisation, l'accessibilité et la pertinence sociétale.
- Une démocratisation trop poussée de l'enseignement induit un trop grand afflux d'étudiants moins bons et moins motivés dans l'enseignement supérieur. Une sélection à l'entrée doit permettre de mieux prendre en compte les compétences, centres d'intérêt et motivations des étudiants au niveau du choix et de l'entrée dans l'éventail des formations proposées par les universités ou les hautes écoles.
- Si les pouvoirs publics ne disposent pas de moyens suffisants, une solution pourrait être d'augmenter le minerval des étudiants, pour autant que le mécanisme ne crée pas un obstacle à l'accès à l'enseignement universitaire pour les étudiants à faible revenu (par ex. combiner l'augmentation du minerval à un système de prêt social). L'échec massif en première année d'université (80% dans certaines disciplines) est un obstacle plus dissuasif que le minerval pour les élèves issus de milieux pauvres. Ceux qui souhaitent vraiment encourager la mixité sociale dans nos universités devraient s'attaquer en priorité à l'échec scolaire plutôt que d'invoquer la gratuité.

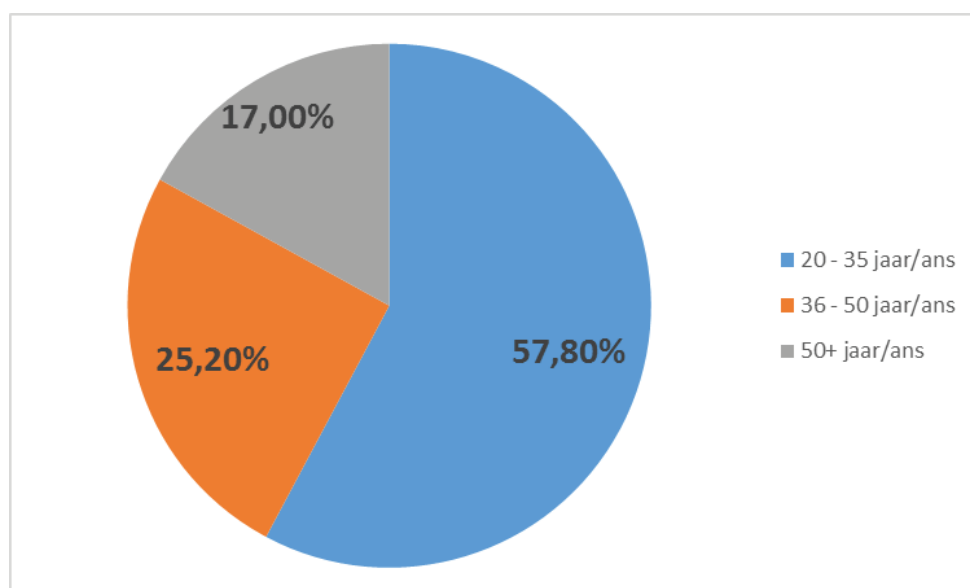
Pour une croissance économique et une protection sociale durables

Résultats Enseignement Supérieur Itinera Institute

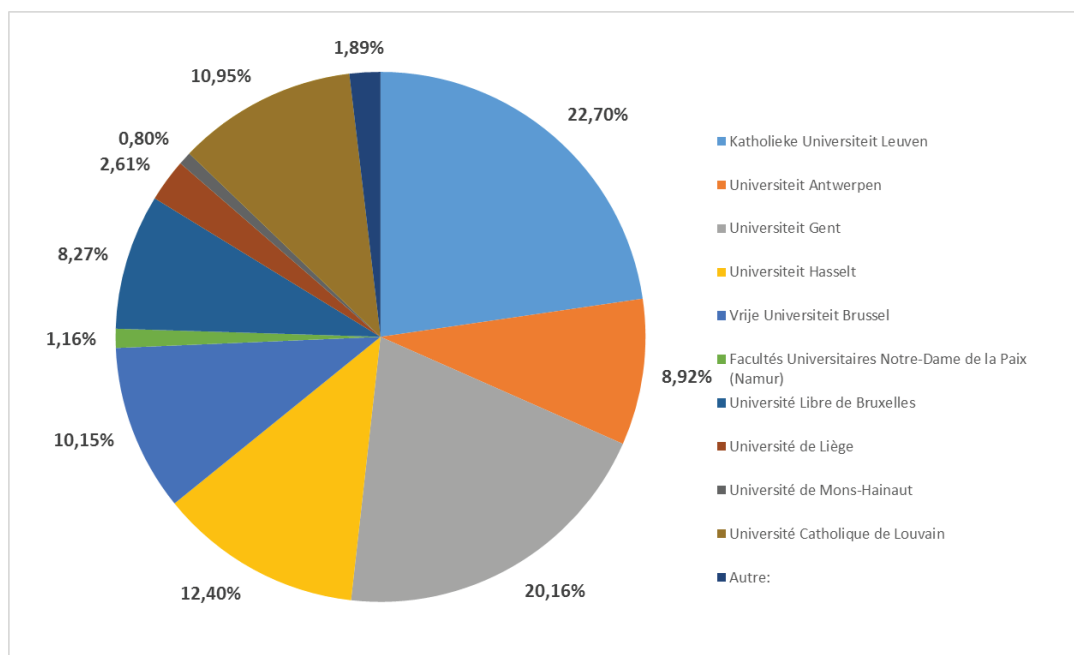
1. Wat is uw geslacht?
Quelle est votre sexe?



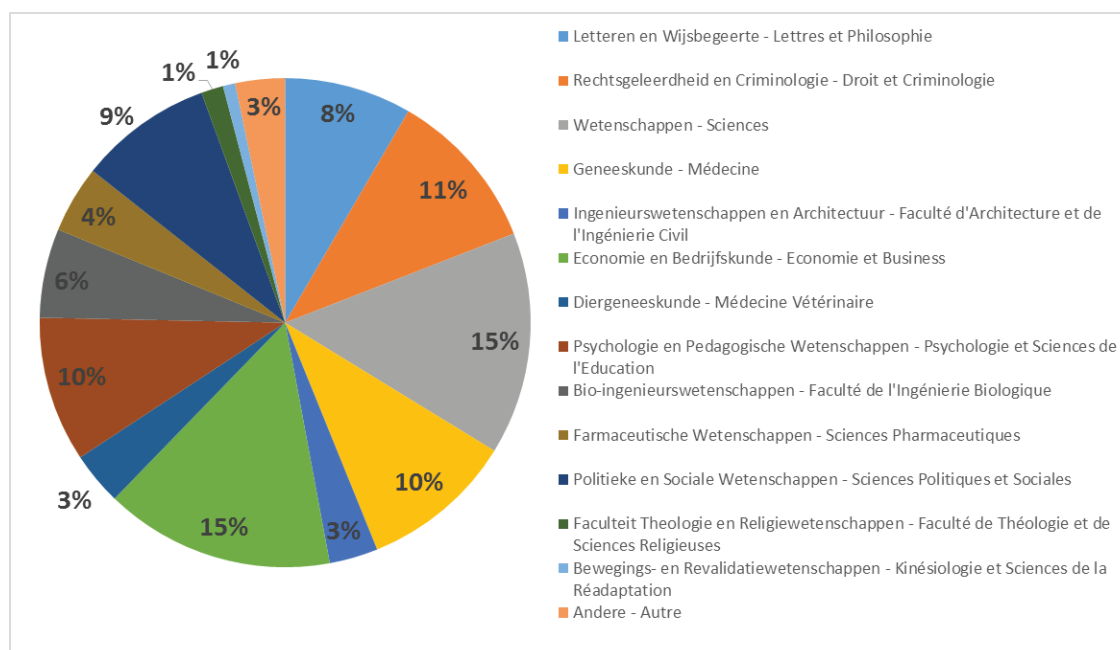
2. Wat is uw leeftijd?
Quelle est votre âge?



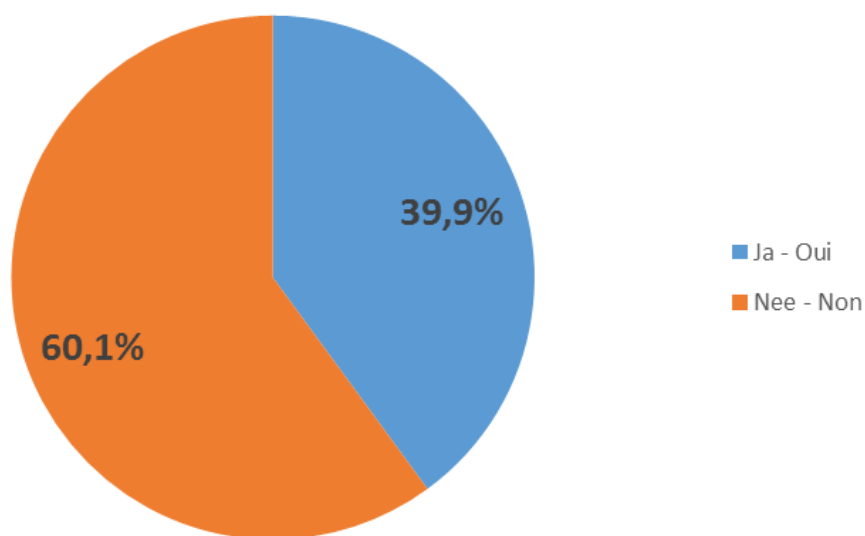
3. Aan welke universiteit(en) bent u verbonden?
A quelle université êtes-vous attaché?



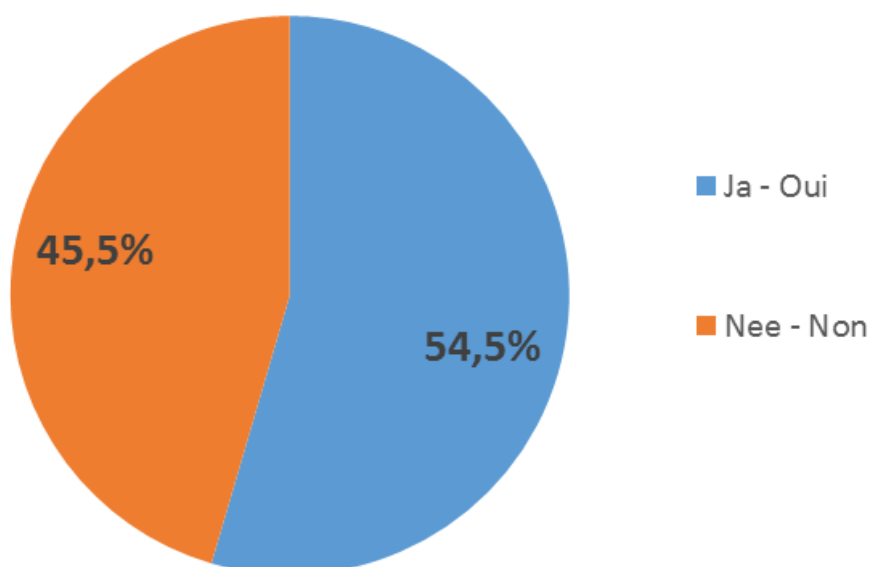
4. Aan welke faculteit(en) bent u werkzaam?
Pour quelle faculté travaillez-vous?



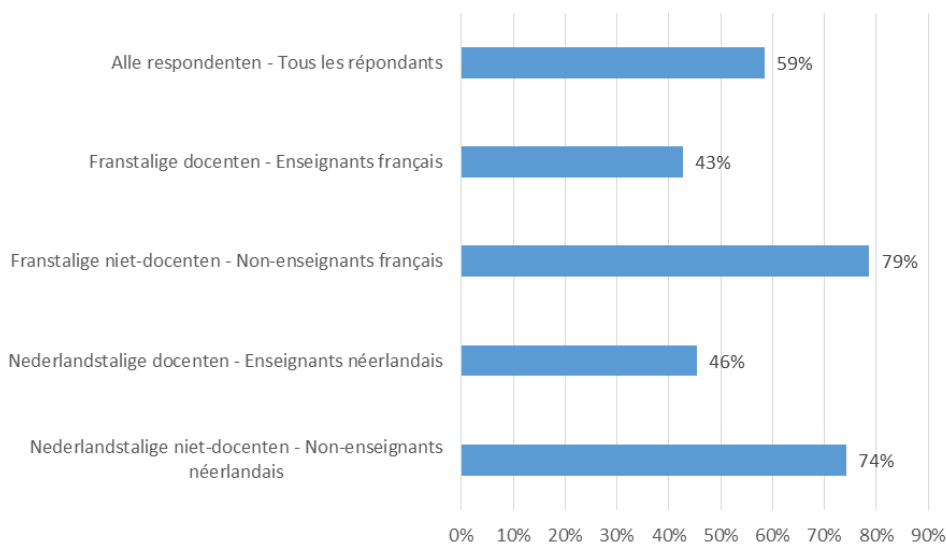
5. Werkt u momenteel aan een doctoraat?
Travaillez-vous actuellement à un doctorat?



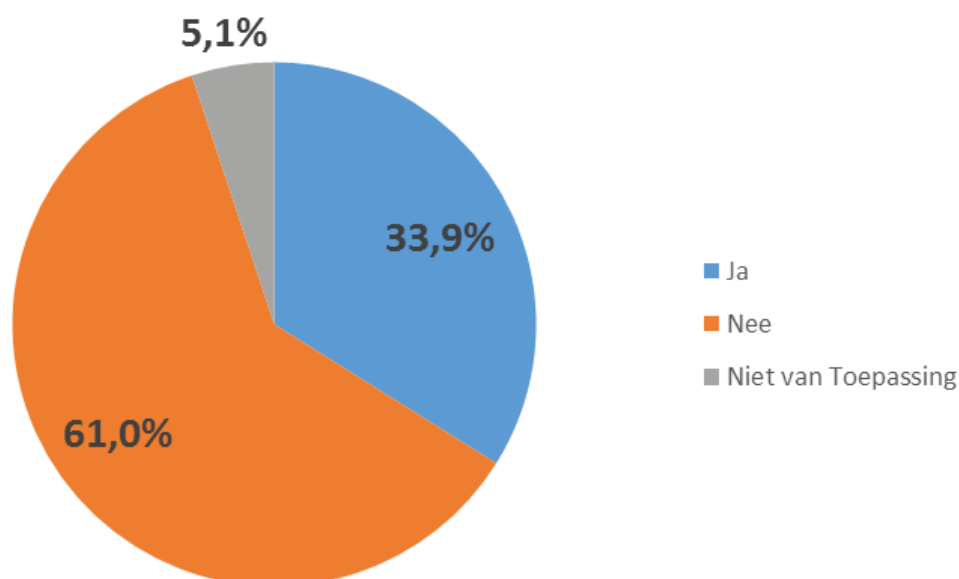
6. Geeft u regelmatig les? (minstens 4 uur per week gedurende 1 semester)
Enseignez-vous régulièrement? (minimum 4 heures par semaine pendant 1 semestre)



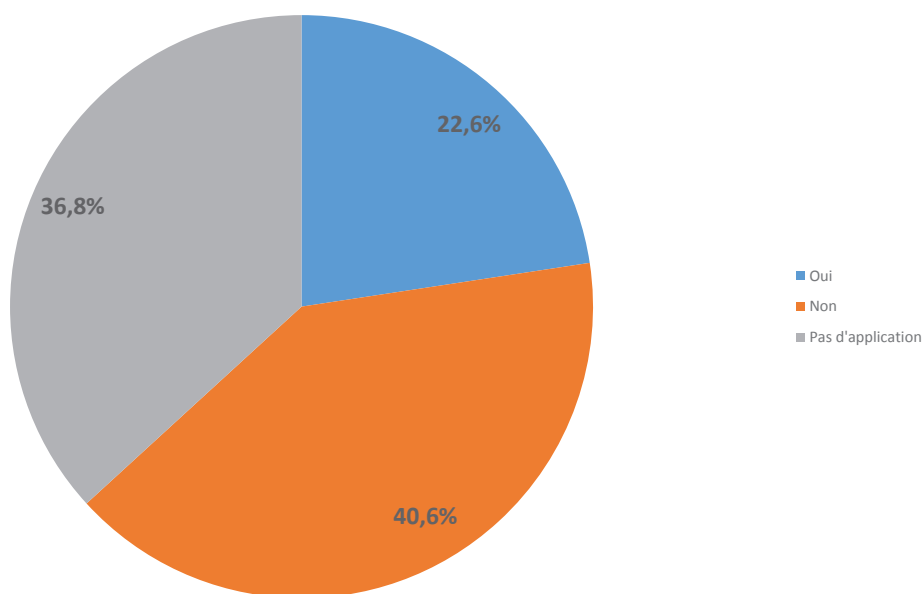
7. Hoe groot is het aandeel van uw werktijd (uitgedrukt in %) dat u besteedt aan het voeren van wetenschappelijk onderzoek?
 Combien de temps consacrez-vous (en %) à la recherche scientifique?



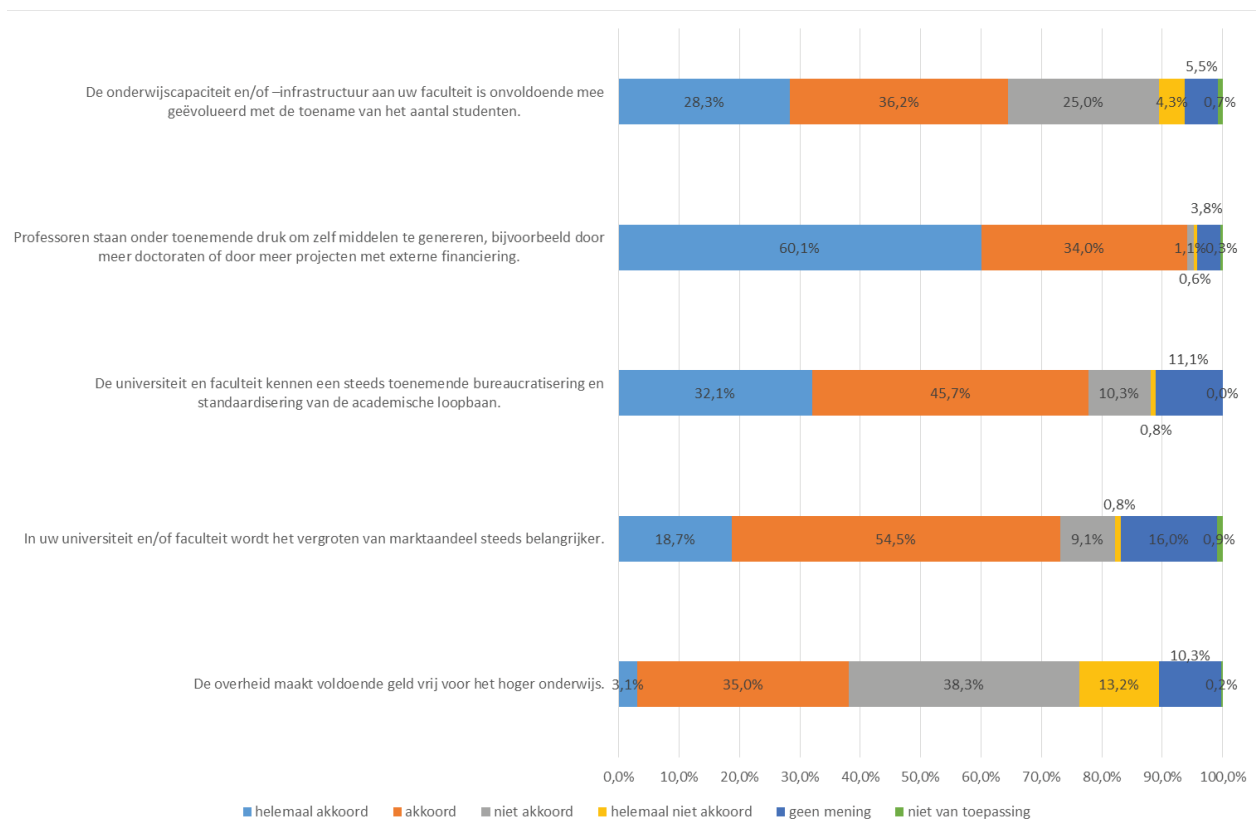
8. Hebt u beleidservaring aan de universiteit(en) waaraan u verbonden bent of was?
 (Vlaamse Gemeenschap)



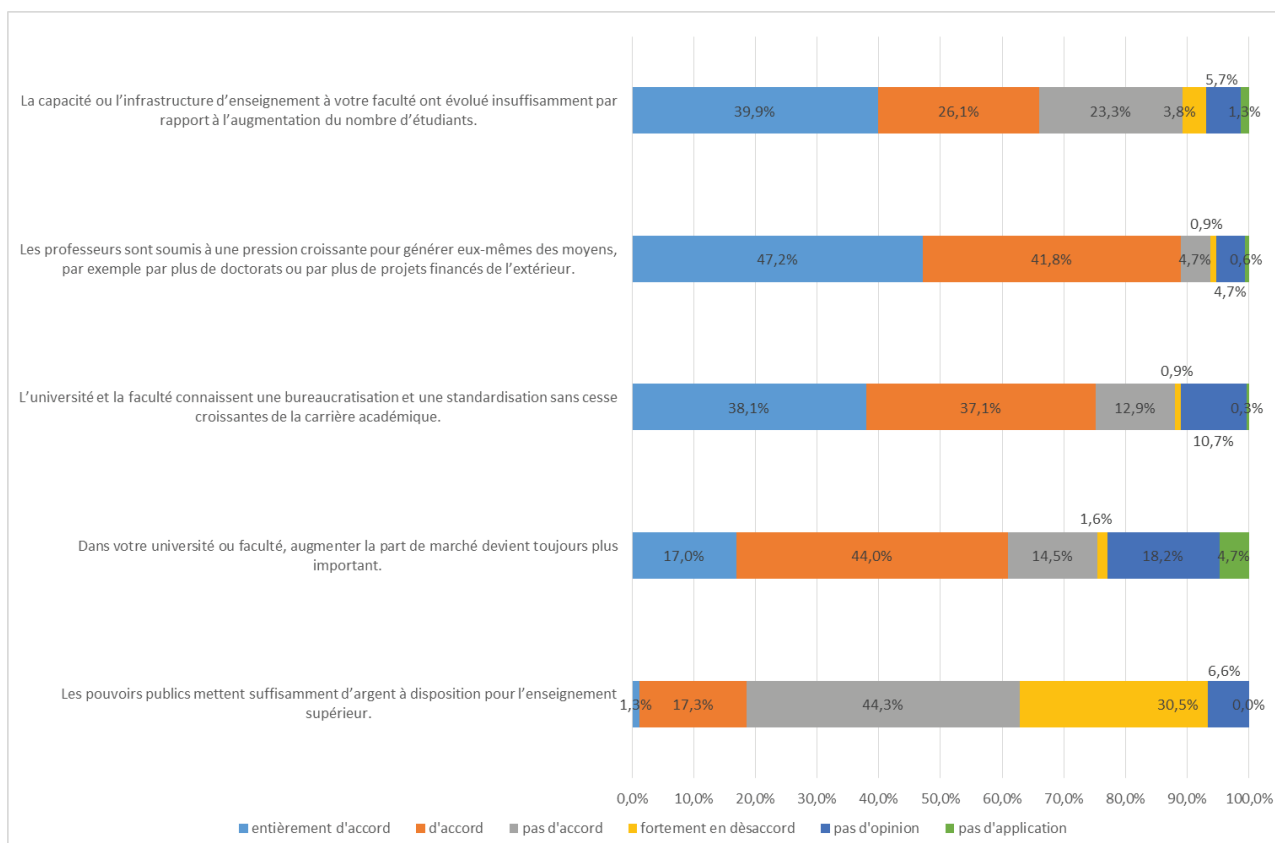
Avez-vous l'expérience d'une stratégie à l'université à laquelle vous êtes ou étiez attaché dans le passé? (Communauté française)



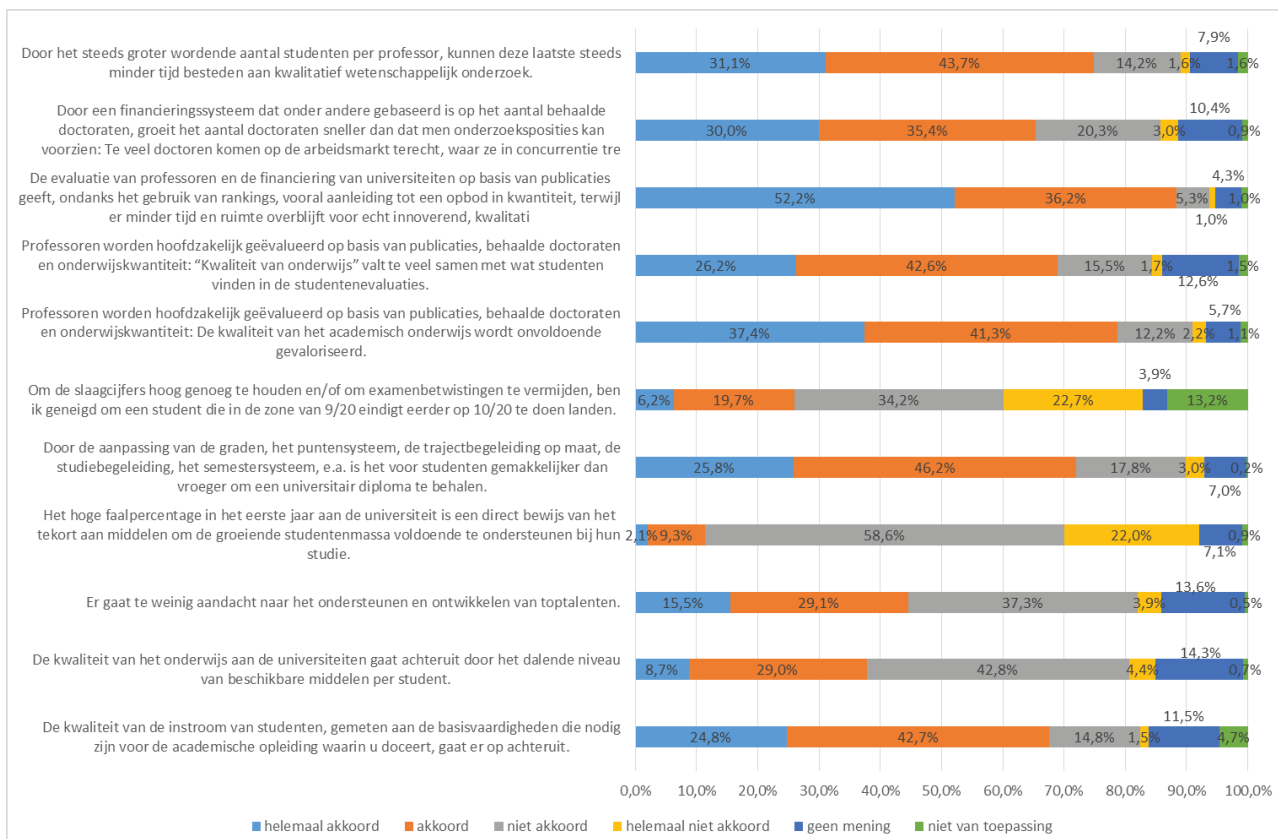
9. Duid aan in welke mate u akkoord bent met de volgende stellingen. (Vlaamse Gemeenschap)



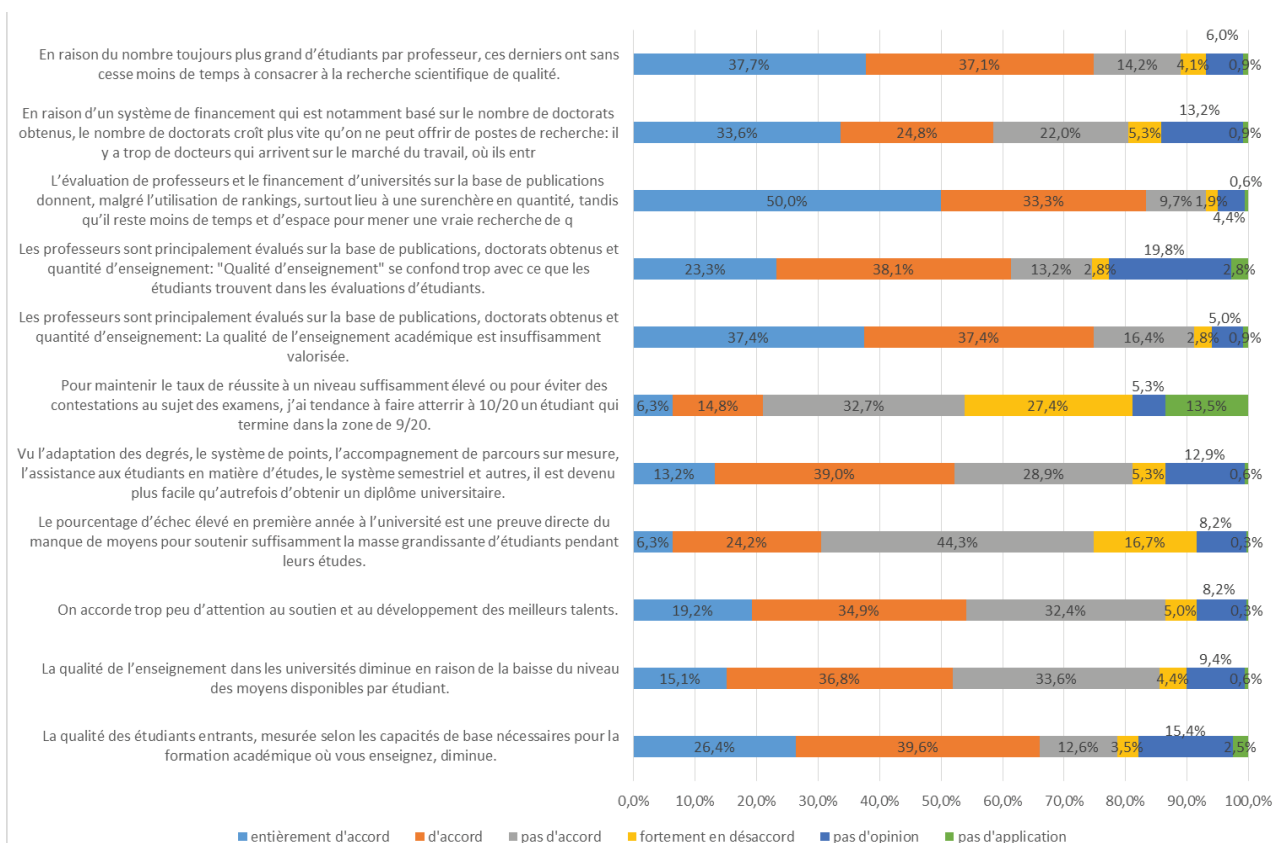
10 Indiquez dans quelle mesure vous êtes d'accord avec les points de vue suivants.
(Communauté française)



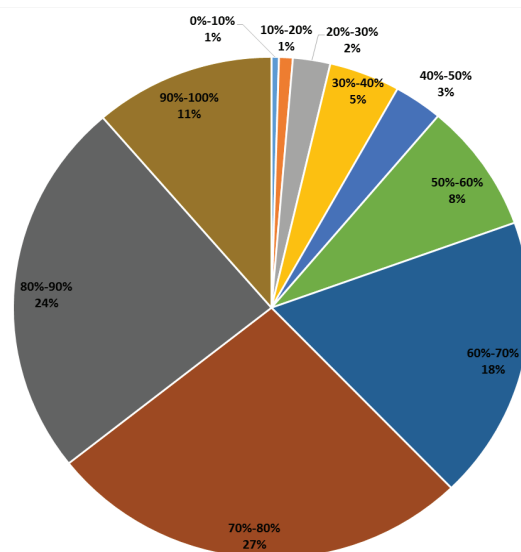
11. Duid aan in welke mate u akkoord bent met de volgende stellingen over de evolutie van het universitair onderwijs. (Vlaamse Gemeenschap)



12. Indiquez dans quelle mesure vous êtes d'accord avec les points de vue suivants sur l'évolution de l'enseignement universitaire. (Communauté française)

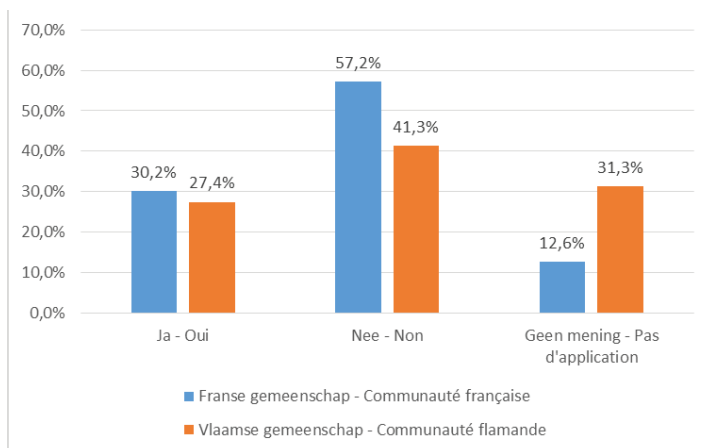


13. A. Van de studenten die afstuderen in de academische opleiding waarin u doceert, hoeveel percent verdient volgens uw persoonlijke mening echt het diploma?
 Des étudiants qui terminent leurs études dans la formation académique où vous enseignez, quel pourcentage mérite selon votre opinion personnelle vraiment le diplôme ?

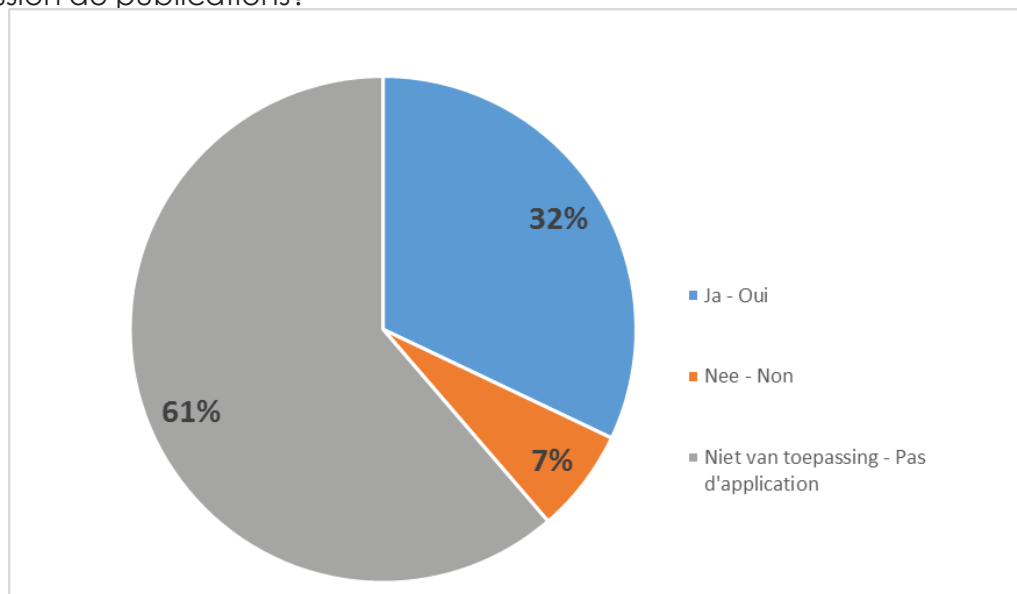


- B. Wat zijn volgens u de vaardigheden of kennis die de studenten in deze groep missen waardoor ze het diploma eigenlijk niet verdienen? (zie bijlage)
 Quelles sont d'après vous les aptitudes ou connaissances qui font défaut aux étudiants dans ce groupe de sorte qu'ils ne méritent pas le diplôme? (cf. annexe)

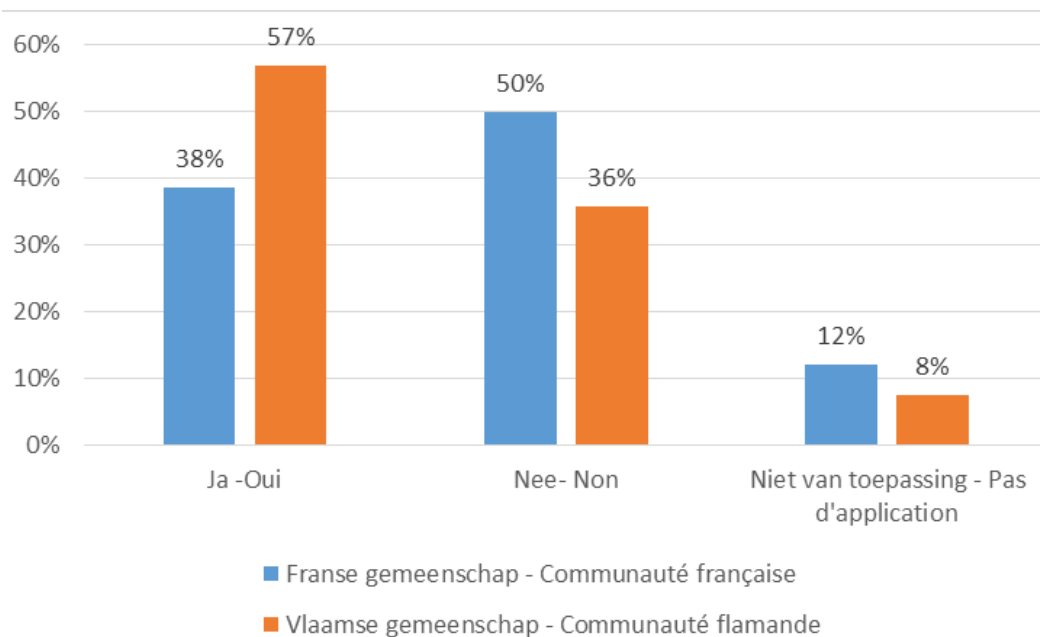
14. Bent u van oordeel dat er meer onderzoeksfraude – zoals plagiaat of schaduwauteurs – wordt gepleegd in uw vakgebied?
 Estimez-vous qu'il y a davantage de fraude dans la recherche – comme le plagiat ou les 'nègres' – dans votre spécialité?



15. Indien ja: Bent u van oordeel dat dit mede wordt veroorzaakt door de georganiseerde publicatie-inflatie en publicatiedruk?
 Si oui: Etes-vous d'avis que ceci est causé par l'inflation des publications et la pression de publications?



16. Bent u van oordeel dat, door de druk tot meer doctoraten, de gemiddelde kwaliteit van een doctoraat in uw vakgebied afneemt?
 Estimez-vous que, vu la pression pour plus de doctorats, la qualité moyenne d'un doctorat dans votre spécialité diminue?



17. Prioriteiten voor hervorming : Geef een score van 1 tot 10 (10 = hoogste prioriteit - 1 = geen prioriteit; 0 = niet van toepassing)

Vlaamse Gemeenschap – Communauté flamande :

RANGORDE	VOORSTEL	GEMIDDELDE SCORE
1	De nadruk op de in- en uitstroom van studenten, doctoraten, publicaties moet genuanceerd worden. Kwaliteit van het onderwijs en onderzoek moet meer centraal staan.	8,02
2	Het ZAP wordt vooral beoordeeld op basis van aantal publicaties en citaties. De beoordeling moet op meerdere dimensies gebeuren, waarbij onderwijskwaliteit, onderzoeksoriginaliteit en maatschappelijk engagement een groter gewicht krijgen.	7,91
3	Het budget dat de overheid besteedt aan hoger onderwijs moet omhoog.	6,75
4	De financiering van het hoger onderwijs heeft de competitie/concurrentie tussen (de onderzoeksgroepen van) verschillende universiteiten te zeer vergroot. Er moeten extra incentives komen om de interuniversitaire samenwerking te bevorderen (bovenop de reeds bestaande subsidies via de minister voor wetenschap en innovatie).	6,62
5	De overheid moet meer aandacht besteden aan regelmatig, onafhankelijk en neutraal onderzoek naar de mogelijke effecten van het financieringskader van het universitair onderwijs.	6,58
6	De financiering van het hoger onderwijs heeft de competitie/concurrentie tussen (de onderzoeksgroepen van) verschillende universiteiten te zeer vergroot. Er moeten extra incentives komen om de interuniversitaire samenwerking te bevorderen (bovenop de reeds bestaande subsidies via de minister voor wetenschap en innovatie).	6,56
7	Indien de overheid niet over voldoende middelen beschikt, kan overwogen worden het inschrijvingsgeld voor de studenten te verhogen, mits het mechanisme geen drempel voor de toegang tot universitair onderwijs scheidt (bv. het verhogen van de inschrijvingsgelden, gecombineerd met een sociaal leenstelsel).	4,88

Priorités pour une réforme : Donnez un score de 1 à 10 (10 = priorité la plus élevée - 1 = pas de priorité ; 0 = pas d'application)

Communauté française – Franse Gemeenschap:

ORDRE	PROPOSITION	NOTE MOYENNE
1	Le personnel académique autonome est principalement évalué sur la base du nombre de publications et citations. L'évaluation doit se faire sur plusieurs dimensions, un poids plus important étant attribué à la qualité de l'enseignement, à l'originalité de la recherche et à l'engagement social.	7,56
2	L'accent mis sur les mouvements d'étudiants, doctorats, publications doit être nuancé. La qualité de l'enseignement et de la recherche doit occuper une place plus centrale.	7,28
3	Le budget consacré par l'Autorité wallon à l'enseignement supérieur doit augmenter.	7,24
4	Le financement de l'enseignement supérieur a augmenté la compétition/concurrence entre les différentes universités (et leurs groupes de recherche). Il faut des encouragements supplémentaires pour favoriser la collaboration interuniversitaire (en plus des subventions déjà existantes via le ministre de la science et de l'innovation).	6,80
5	Les pouvoirs publics doivent prêter plus d'attention à l'étude régulière, indépendante et neutre des effets possibles du cadre de financement de l'enseignement universitaire.	6,64
6	Une démocratisation poussée de l'éducation stimule l'afflux excessif de moins bons élèves, moins motivés dans l'enseignement supérieur. Une première sélection (par exemple, un test d'orientation obligatoire) devrait veiller à prendre d'avantage en considération les compétences, les intérêts et la motivation des élèves dans leur choix de formation d'enseignement supérieur ou universitaire.	6,39
7	Si les pouvoirs publics ne disposent pas de moyens suffisants, on peut envisager d'augmenter les droits d'inscription pour les étudiants, à condition que le mécanisme ne crée pas un seuil à l'accès à l'enseignement universitaire (p. ex. paiement uniquement en cas de revenus suffisants pendant la carrière).	4,33

Raadpleeg de bijlage voor een lijst van voorstellen voor hervorming geformuleerd door de respondenten. Veuillez trouver en annexe la liste des propositions pour la réforme formulées par les répondants.

Pour une croissance économique et une protection sociale durables